

Corinne Deloy

Analyse

Les Tchèques éliront en janvier 2013 leur président de la République pour la première fois au suffrage universel direct

Près de 10 millions de Tchèques sont appelés aux urnes les 11 et 12 janvier prochains pour élire, au suffrage universel direct pour la première fois de leur histoire, le président de la République. Vaclav Klaus (Parti démocrate-civique, ODS), en poste depuis 10 ans (7 mars 2003) et ayant réalisé deux mandats consécutifs, n'est pas autorisé à se représenter. Si aucun candidat ne remporte la majorité absolue le 12 janvier prochain, un 2^e tour de scrutin aura lieu deux semaines plus tard, soit les 25 et 26 janvier.

Les enquêtes d'opinion montrent que l'intérêt des Tchèques à l'égard de cette première élection présidentielle au suffrage universel est manifeste. Selon une enquête réalisée par le Centre pour l'opinion publique (CVVM), 80% des Tchèques sont favorables à l'élection du président de la République au suffrage universel direct. Six électeurs sur dix s'apprêteraient à se rendre aux urnes les 11 et 12 janvier prochains.

La modification du mode de scrutin

Depuis 1993, le président tchèque était élu au scrutin secret par les membres des deux chambres du Parlement (la Chambre des députés et le Sénat) qui, à l'occasion de cette élection, se réunissaient ensemble dans la salle espagnole du Château de Prague, siège officiel de la présidence.

La dernière élection présidentielle des 8 et 15 février 2008 avait été houleuse et difficile, entachée d'accusations de corruption et de multiples pressions sur les parlementaires. Deux scrutins avaient été nécessaires pour réélire Vaclav Klaus à la tête de l'Etat.

Lors des trois premiers tours de la première élection, l'atmosphère avait été particulièrement tendue, majorité et opposition se disputant devant les caméras de télévision où l'élection était retransmise en direct et suivies par plus de 800 000 personnes. Le vote avait été retardé de plusieurs heures à cause de discussions sur le mode de scrutin. Les Verts (SZ) et les sociaux-démocrates (CSSD) avaient proposé que le vote ait lieu à main levée, une proposition à laquelle s'opposait l'ODS mais qui avait finalement été acceptée par les deux chambres du Parlement. Le

scrutin présidentiel s'était donc déroulé pour la première fois à main levée (la Constitution tchèque ne précisait pas quel mode de scrutin devait être utilisé pour la désignation du président de la République, indiquant seulement que celui-ci devait être élu par les membres du parlement). Vaclav Klaus avait alors déclaré qu'il considérait l'appel au vote à main levée comme une tactique employée pour empêcher sa réélection.

Ce mode de scrutin n'avait cependant pas empêché le chef de l'Etat sortant d'être élu à la tête du pays le 15 février 2008 lors du 3^e tour de la deuxième élection en l'emportant de 30 voix sur Jan Svejnar, soutenu par le Parti social-démocrate, le Parti des Verts, l'Association des indépendants-Démocrates européens (SNK-ED) et le Club de la démocratie ouverte (KOD).

« *Il y a des choses qui se sont passées qui ne sont pas dignes de la démocratie qu'est la République tchèque* » avait jugé Lukas Macek, directeur du campus européen (Europe centrale et orientale) de Sciences Po à Dijon. Le journal Blesk avait parlé de « *Palerme tchèque* » à propos des pressions et des menaces exercées sur les parlementaires.

Election présidentielle en République tchèque 11, 12, 25 et 26 janvier 2013

Résultats de l'élection présidentielle du 15 février 2008 en République tchèque

Candidats	Nombre de suffrages obtenus
Vaclav Klaus (Parti démocrate-civique, ODS)	141
Jan Svejnar (Parti social-démocrate, CSSD, Verts, SZ, Association des indépendants-Démocrates européens, SNK-ED, et Club de la démocratie ouverte, KOD)	111

Source : Agence de presse tchèque CTK

Le Premier ministre Petr Necas, (ODS) qui accède au pouvoir à l'occasion de la victoire des forces de droite aux élections législatives des 28 et 29 mai 2010, inscrit la modification du scrutin présidentiel dans son programme. Les deux partis de son gouvernement – Tradition, responsabilité, prospérité 09 (TOP 09) et le Parti des Affaires publiques (VV) – sont très attachés à cette promesse. Le chef de l'Etat Vaclav Klaus a toujours été opposé à ce changement qu'il a qualifié d'« erreur fatale ». Il a déclaré que « l'idée que les électeurs choisiront le président de la République est erronée. Celui-ci va être désigné par les médias et les votants vont juste approuver ce choix ». Le président sortant estime que la République tchèque n'est pas prête à une telle évolution.

La loi sur l'élection du président tchèque au suffrage universel direct est entrée en vigueur le 1er octobre 2012. Pour se présenter tout candidat doit recueillir le soutien d'au moins 20 députés ou de 10 sénateurs ou encore les signatures de 50 000 électeurs.

La loi stipule que le chef de l'Etat n'est plus autorisé à accorder de grâce présidentielle et qu'il bénéficiera de l'immunité seulement pendant la durée de son mandat. En outre, le texte étend la liste des raisons pour lesquelles le président de la République peut être démis de ses fonctions. Le Sénat peut ainsi, avec l'accord de la Chambre des députés, déposer une plainte contre lui devant la Cour constitutionnelle, non seulement pour trahison mais également si la Chambre haute estime que le chef de l'Etat a violé la Constitution ou l'ordre constitutionnel. Une telle plainte nécessite toutefois le vote des 3/5e des sénateurs et des 2/3 des députés. Enfin, la loi électorale limite les frais de campagne des candidats à la magistrature suprême à 40 millions de couronnes (soit 1,5 million €) (50 millions de cou-

ronnes pour les 2 tours de scrutin, soit 2 millions €).

L'ODS a longtemps affirmé que la modification du mode de scrutin à l'élection présidentielle était incompatible avec la démocratie parlementaire. Certains analystes politiques considèrent également l'élection présidentielle au suffrage universel direct comme étrangère à la structure constitutionnelle du pays. « *Le suffrage universel direct aurait un sens si le chef de l'Etat tchèque possédait d'importants pouvoirs, ce qui n'est pas le cas. En outre, il risque d'aggraver encore davantage la fatigue des électeurs compte tenu du nombre d'élections (régionales, municipales, législatives et sénatoriales) qui ne cessent de se succéder. Au début, on peut s'attendre à un taux de participation élevé mais celui-ci aura par la suite tendance à baisser* » souligne le juriste Petr Kolman. « *Les gens pensent que le fait d'élire eux-mêmes le président de la République garantira une sorte de contrôle des partis politiques mais les choses ne se passeront pas ainsi* » affirme de son côté la sociologue Jirina Siklova. « *Le problème de la politique tchèque n'est pas la faiblesse des présidents de la République mais la faiblesse des gouvernements et l'élection directe du chef de l'Etat risque donc de les affaiblir encore davantage. L'élection directe du président n'apporte donc pas une amélioration du système politique tchèque mais aggrave encore ses problèmes* » déclare Tomas Lebeda, politologue de la faculté des sciences sociales de l'université Charles de Prague. « *Les partis politiques auront une place privilégiée dans l'organisation et le financement des campagnes électorales tandis qu'avec le système du vote par le parlement, il est possible de se mettre d'accord sur un président de la République impartial comme cela avait été le cas avec Vaclav Havel* » souligne Jan Kysela, professeur de droit constitutionnel à l'université Charles de Prague.

Neuf candidats

9 personnes sont officiellement candidates à l'élection présidentielle :

– Jan Fischer (indépendant), 61 ans, ancien Premier ministre (2009-2010). Il a recueilli 101 761 signatures d'électeurs ;

– Jiri Dienstbier (CSSD), 43 ans, vice-président du Parti social-démocrate, soutenu par un groupe de 28 sénateurs. Fils de Jiri Dienstbier, signataire de la Charte 77 (texte signé par des dissidents opposés au processus de normalisation socialiste de la société tchécoslovaque dans les années 1970) et ancien ministre des Affaires étrangères, il défend une plus grande intégration européenne ;

– Milos Zeman (Parti des droits des citoyens, SPOZ), 68 ans, ancien Premier ministre (1998-2002). Il a obtenu 105 400 signatures d'électeurs ;

– Premysl Sobotka (ODS), 68 ans, vice-président du Sénat, soutenu par un groupe de 41 députés et 23 sénateurs. Il a été désigné candidat en juillet dernier après une élection primaire au sein de son parti où il a devancé le député européen Evzen Tosenovsky ;

– Karel Schwarzenberg (TOP 09), 74 ans, actuel ministre des Affaires étrangères, soutenu par un groupe de députés. Il se veut le seul réel opposant au président sortant Vaclav Klaus ;

– Zuzana Roithova (Union chrétienne-démocrate-Parti du peuple, KDU-CSL), 59 ans, députée européenne et ancienne ministre de la Santé (janvier-juillet 1998), a recueilli 80 900 signatures d'électeurs ;

– Tatana Fischerova (indépendante mais soutenue par le Parti des Verts, CZ), 65 ans, comédienne. Ancienne députée de l'Union de la liberté-Union démocrate (US-DEU) entre 2002 et 2006, elle a fondé en 2008 l'association Klicové hnutí (Le mouvement clé) qui prône une indépendance totale de la politique, de l'économie et de la sphère culturelle. Selon elle, « l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel direct doit conduire la société civile à choisir une personnalité qui n'est pas liée à un parti ou à des structures de pouvoir politique ou économique ». Elle a obtenu 72 600 signatures ;

– Vladimir Franz (indépendant), 53 ans, compositeur et peintre. Soutenu par 88 400 électeurs, il veut « mobiliser la société civile, pour que les gens réfléchissent

d'avantage, lisent entre les lignes et ne permettent à personne de leur tondre la laine sur le dos » :

– Jana Bobosikova (Souveraineté, SBB), 48 ans, ancienne directrice de la rédaction de l'information de la télévision publique et ex-députée européenne (2004-2009) nationaliste et opposée à l'Union européenne.

Le ministère de l'Intérieur a rejeté la candidature de 2 personnes (l'ancien ministre de l'Industrie et du Commerce (1992-1997) Vladimir Dlouhy et le sénateur et homme d'affaires Tomio Okamura) estimant qu'une partie importante des signatures présentées n'étaient pas recevables.

La campagne électorale

La gauche tchèque est quelque peu divisée pour ce scrutin présidentiel. Jiri Dienstbier, candidat officiel du Parti social-démocrate, est fortement concurrencé au sein de l'électorat de gauche par Milos Zeman, qui a dirigé le parti d'opposition entre 1993 et 2002 avant de la quitter il y a 5 ans. Les analystes s'interrogent sur ce que feront les sympathisants du Parti communiste de Bohême et Moravie (KSCM) lors du 1er tour. En effet, le parti ne présente pas de candidat et, le 8 décembre dernier, a choisi de ne soutenir aucun des 2 candidats de gauche. Le leader du groupe communiste Jiri Dolejs a affirmé que Jiri Dienstbier était, pour lui, « plus à gauche » que Milos Zeman. Le leader social-démocrate Bohuslav Sobotka a écrit à son homologue communiste Vojtech Filip pour lui rappeler que Jiri Dienstbier est bien le seul candidat de gauche. Il l'a également mis en garde sur le danger d'un manque de coopération entre les sociaux-démocrates et les communistes qui pourrait déboucher sur un 2e tour où s'affronteraient 2 candidats de centre-droit, soit un échec pour la gauche.

Jiri Dienstbier a indiqué qu'il était personnellement en désaccord avec le KSCM mais que la dimension sociale dont le parti était porteur était cruciale à ses yeux. Quant à Milos Zeman, il cherche à attirer tous les électeurs sans condition. L'ancien Premier ministre n'est pas opposé à une coopération avec le parti de Vojtech Filip. « *Les communistes sont dangereux seulement s'ils ont l'URSS et ses tanks derrière eux* » a-t-il souligné.

Jan Fischer et Milos Zeman ont également été pointés du doigt en raison de leur adhésion à l'ancien Parti communiste de Tchécoslovaquie (KSC) qui a dirigé la Tchécoslovaquie de 1948 jusqu'à la révolution de ve-lours fin 1989. Le premier en a été membre de 1980 à 1989 et le second entre 1968 et 1970 (année où il en a été exclu). Les anciens prisonniers politiques tchécoslovaques persécutés par l'ancien régime communiste ont affirmé qu'ils ne se rendront pas au château de Prague (résidence du président de la République) pour recevoir leur médaille de la résistance contre le totalitarisme si Milos Zeman ou Jan Fischer étaient élus à la tête de l'Etat en janvier prochain. Interrogé par le quotidien du pays *Mlada fronta Dnes* (Front de la jeunesse) le 9 novembre dernier sur la raison pour laquelle les Tchèques devraient voter pour lui les 11 et 12 janvier prochains, le candidat de l'ODS Premysl Sobotka a répondu « *parce que je n'ai jamais été communiste* ». « *Pouvons-nous confier la*

fonction de président de la République à un ancien membre du Parti communiste ? » s'est-il interrogé.

A un mois de l'élection, Jan Fischer et Milos Zeman figurent en tête des enquêtes d'opinion. Le candidat indépendant recueillerait 25% des suffrages au 1er tour de scrutin, tandis que celui du Parti des droits des citoyens obtiendrait 25,6% des voix. Le social-démocrate Jiri Dienstbier arriverait en 3e position avec 10,6% des suffrages.

Une élection présidentielle test a été organisée auprès de 61 500 élèves de l'enseignement secondaire. Vladimir Franz est arrivé en tête de ce scrutin avec 40,7% des voix. Il était suivi par Jan Fischer, qui a recueilli 19,4% des suffrages, Karel Schwarzenberg, qui a obtenu 14,6% des voix, et enfin Milos Zeman (9,4%).

Le mandat de Vaclav Klaus s'achèvera officiellement le 7 mars prochain.

Milos Zeman et Karel Schwarzenberg s'affronteront au 2e tour de l'élection présidentielle en République tchèque

Résultats 1er tour

La première élection présidentielle au suffrage direct a créé la surprise en République tchèque. Si Milos Zeman, ancien Premier ministre social-démocrate (1998-2002), président d'honneur du Parti des droits des citoyens (SPOZ) qu'il a créé en 2010, est arrivé en tête du scrutin avec 24,21% des suffrages, la deuxième place est revenue au ministre des Affaires étrangères Karel Schwarzenberg (Tradition, responsabilité, prospérité 09, TOP 09), qui a recueilli 23,40% des voix.

Milos Zeman est sorti victorieux dans 8 des 14 régions que compte la République tchèque (avec un grand nombre de voix en Moravie et en Bohême du Nord), Karel Schwarzenberg s'est imposé à Prague et parmi les Tchèques de l'étranger. Il a recueilli des résultats élevés dans les grandes villes du pays alors que l'ancien Premier ministre a obtenu le soutien des campagnes et des plus petites villes.

Jan Fischer, ancien Premier ministre (2009-2010) qui se présentait en candidat indépendant, qui était donné favori pour accéder au 2e tour par toutes les enquêtes d'opinion, est arrivé 3e avec 16,35% des suffrages. Il est suivi par le vice-président du Parti social-démocrate

(CSSD), Jiri Dienstbier, avec 16,12% des voix. Vladimir Franz, compositeur et peintre dont le corps et le visage sont entièrement tatoués, a obtenu 6,84% des suffrages ; la députée européenne Zuzana Roithova (Union chrétienne-démocrate-Parti du peuple, KDU-

CSL) 4,95% des voix et la comédienne Tatana Fischerova, qui se présentait en candidate indépendante mais était soutenue par le Parti des Verts (CZ), 3,23% des suffrages. Premysl Sobotka (Parti démocrate-civique, ODS), vice-président du Sénat et représentant le pouvoir en place à Prague, est le grand perdant de cette élection présidentielle. Il a recueilli 2,46% des voix. Le président de la République sortant Vaclav Klaus (ODS) a d'ailleurs souligné que ce résultat constituait « la

plus grande débâcle de la droite dans l'histoire post-communiste du pays et une défaite épouvantable pour l'ODS ». Enfin, l'ancienne députée européenne (2004-2009), nationaliste et opposée à l'Union européenne Jana Bobosikova (Souveraineté, SBB) a obtenu 2,39% des suffrages.

La participation de cette première élection présidentielle au suffrage direct de la République tchèque s'est élevée à 61,31%.

Résultats du 1er tour du scrutin présidentiel des 11 et 12 janvier 2013 en République tchèque

Participation : 61,31%

Candidats	Nombre de voix obtenues (premier tour)	Pourcentage des suffrages recueillis (premier tour)
Milos Zeman (Parti des droits des citoyens, SPOZ)	1 245 848	24,21
Karel Schwarzenberg (Tradition, responsabilité, prospérité 09, TOP 09)	1 204 195	23,40
Jan Fischer (indépendant)	841 437	16,35
Jiri Dienstbier (Partio social-démocrate, CSSD)	829 297	16,12
Vladimir Franz (indépendant)	351 916	6,84
Zuzana Roithova (Union chrétienne-démocrate-Parti du peuple, KDU-CSL)	255 045	4,95
Tatana Fischerova (indépendante soutenue par le Parti des Verts, CZ)	166 211	3,23
Premysl Sobotka (ODS)	126 846	2,46
Jana Bobosikova (Souveraineté, SBB)	123 171	2,39

Source : Site internet des élections en République tchèque (<http://www.volby.cz/pls/prez2013/pe2?xjazyk=CZ>)

Milos Zeman et Karel Schwarzenberg s'affronteront lors d'un 2e tour qui se tiendra les 25 et 26 janvier prochains. « Le duel présidentiel opposera la gauche à la droite » a déclaré Milos Zeman à l'issue des résultats. S'il appartient à la gauche, il en appelle à tous les Tchèques : « Je suis de gauche mais je m'adresse aux électeurs de gauche comme de droite. » Milos Zeman reproche à son adversaire son appartenance à un gouvernement affaibli par plusieurs scandales de corruption et qui mène une politique d'austérité. « Karel Schwarzenberg est l'homme qui comme ministre et vice-Premier ministre a voté en faveur de la rigueur, d'une hausse de la TVA sur la nourriture et les médicaments et de la réforme des retraites » a-t-il souligné.

Agé de 68 ans, Milos Zeman a adhéré au Parti communiste de Tchécoslovaquie (KSC) en 1968 avant d'en être exclu deux ans plus tard. Après la Révolution de velours de 1989 qui fait chuter le régime communiste en Tchécoslovaquie, il a adhéré au Parti social-démocrate dont il a pris la tête en 1993. Nommé Premier ministre en 1998, il a signé un pacte appelé « accord pour la création d'un environnement politique stable en République tchèque » avec le Parti démocrate-civique conduit alors par Vaclav Klaus. Aux termes de cet accord, l'ODS s'engageait à ne pas déposer de motion de censure contre le gouvernement social-démocrate conduit par Milos Zeman pendant toute la durée de la législature. En contrepartie, l'ODS était consulté avant

Election présidentielle en République tchèque 11, 12, 25 et 26 janvier 2013

le vote de tout projet d'importance et avait obtenu pour ses membres l'accès à des postes stratégiques dans différentes institutions (la présidence de la Chambre des députés était revenue ainsi à Vaclav Klaus). En 2003, Milos Zeman a été candidat à l'élection présidentielle et échoué. Il a choisi de se mettre officiellement en retrait de la vie politique. Il y est revenu pourtant 7 ans plus tard en fondant son parti. Interrogé sur les raisons de sa candidature à l'élection présidentielle, Milos Zeman répondait : « Deux facteurs m'ont poussé à être candidat : d'une part, le système électoral a changé. Dorénavant, ce sont 8 millions d'électeurs légitimes qui vont élire le président et vous ne pouvez pas les corrompre (...) D'autre part, c'est une réaction à la situation dans laquelle se trouve notre scène politique sur laquelle gravitent des amateurs qui considèrent la politique comme un art qu'il faut apprendre ». Il se veut proche des Tchèques et insiste sur l'importance du rôle du président de la République en matière de politique intérieure. « En ce sens, j'aimerais m'inscrire dans la lignée de Vaclav Klaus : le président devrait avant tout voyager dans les différentes régions du pays. Je trouve que son rôle sur la scène politique intérieure est plus important que le fait de voyager dans des pays exotiques. Hormis des crises exceptionnelles, c'est le Premier ministre qui doit se rendre aux sommets de l'Union européenne et le ministre des Affaires étrangères qui doit assurer les visites à l'étranger » a-t-il indiqué.

Milos Zeman sera soutenu par le Parti social-démocrate et le Parti communiste de Bohême et Moravie (KSCM) pour le 2e tour.

« Milos Zeman sera un grand adversaire mais il représente le passé » a souligné Karel Schwarzenberg à l'issue des résultats.

Plus âgé de 7 ans que son rival, le candidat de TOP 09, dont le nom complet est Karel Johannes Nepomuk Josef Norbert Friedrich Antonius Wratislav Mena Furst zu Schwarzenberg, descend d'une grande famille de Bohême. Ses parents ayant fui le régime communiste instauré en Tchécoslovaquie en 1948, Karel Schwarzenberg a vécu pendant 41 ans en exil, notamment en Autriche, en Allemagne et en Suisse. Très actif dans la lutte contre le communisme, il a participé au financement de l'opposition à l'époque de la Tchécos-

lovaquie communiste ; avocat des droits de l'Homme, il a présidé la Fédération internationale des droits de l'Homme d'Helsinki de 1984 à 1991.

Il est revenu en Tchécoslovaquie après la révolution de velours de 1989 et devenu le chancelier de l'ancien président de la République (1993-2003) Vaclav Havel qui le désignait comme un « homme extrêmement qualifié » et le voyait comme un « Européen, patriote et gentleman ». Karel Schwarzenberg a été élu au Sénat en 2004 et y est resté jusqu'en 2010.

« J'espère que je parviendrai durant les 5 ans de mon mandat à mener notre société à un état où nous serons vraiment en mesure d'affirmer que la devise de notre pays « La vérité vaincra » répond à la réalité » a-t-il indiqué.

Karel Schwarzenberg sera soutenu par le Parti démocrate-civique du Premier ministre Petr Necas et par l'Union chrétienne-démocrate-Parti du peuple. Tatana Fischerova a annoncé qu'elle voterait très probablement pour Karel Schwarzenberg les 25 et 26 janvier prochains.

Vladimir Franz et Jan Fischer n'ont jusqu'à présent donné aucune consigne de vote. Ce dernier a toutefois indiqué que Karel Schwarzenberg était le candidat dont il était le plus proche.

Cette élection se déroule à un moment où la République tchèque traverse une période de récession économique. Selon les prévisions, la croissance pourrait toutefois s'élever à 0,2% en 2013. Le taux de chômage a fortement augmenté pour atteindre 9,4% en décembre dernier. Le gouvernement dirigé par Petr Necas (ODS), auquel appartiennent TOP 09 et les Libéraux-démocrates (LIDEM) dirigés par Karolina Peake, a perdu sa majorité à la Chambre des Députés et essuyé un revers aux élections régionales et sénatoriales d'octobre 2012.

La décision prise par le président de la République Vaclav Klaus lors du 20e anniversaire de l'indépendance de la République tchèque le 1er janvier dernier d'amnistier 7 400 personnes emprisonnées (condamnées à des peines de prison de moins d'un an et prisonniers âgés de plus de 75 ans condamnés à des peines n'excédant pas 10 ans) sur un total de 23 000 a suscité la polémique. Le chef de l'Etat est soupçonné de vouloir blanchir les personnes qu'il aurait aidées à

s'enrichir lors de la privatisation de l'économie tchèque dans les années 1990 alors qu'il occupait le poste de ministre des Finances (1989-1992) puis celui de Premier ministre (1992-1997). « *Il est scandaleux que l'amnistie permette la libération de personnes ayant trempé dans d'importantes affaires de détournement de fonds et d'évasions fiscales* » a déclaré le leader du Parti social-démocrate Bohuslav Sobotka. « *Nous espérons que l'élection présidentielle permettra le retour des portraits du chef de l'Etat à leur place sur le mur* » pouvait-on lire sur le site d'information Aktualne.cz. Les maires de centaines de communes ont en effet décroché le portrait officiel du président des murs de leurs mairies en signe de protestation contre l'amnistie décrétée par Vaclav Klaus.

Les deux candidats du 2e tour possèdent deux points communs. Ils sont adeptes du franc-parler et sont des Européens convaincus. Karel Schwarzenberg est partisan d'une « *Union européenne solidaire* ». « *Je promets de faire tout ce qui est possible pour que nous devenions un pays d'ordre et de réussite au cœur de l'Europe* » a-t-il déclaré, ajoutant « *La République*

tchèque est au cœur de l'Europe, nous ne devons pas être une île ». Milos Zeman se qualifie d'« *eurofédéraliste* » et est favorable à un « *raffermissement des structures de l'Union européenne incluant une politique économique commune* ».

Le vainqueur du 2e tour mettra donc un terme aux 10 ans de mandat de l'eurosceptique Vaclav Klaus. En 2003, il avait refusé de faire campagne pour le « oui » lors du référendum sur l'adhésion de son pays à l'Union européenne et exclu de hisser le drapeau européen au sommet du Château de Prague, résidence des chefs de l'Etat tchèques. En 2009, Vaclav Klaus avait encore repoussé pendant plusieurs mois la ratification du traité de Lisbonne. Il a moqué l'attribution du Prix Nobel de la paix à l'Union européenne en 2012. « *Vaclav Klaus a fait de sa lutte contre l'Union européenne un combat personnel et oublié au passage qu'il devait principalement défendre les intérêts de la République tchèque* » affirme Josef Mlejnek, politologue. « *Quiconque deviendra président de la République sera plus pro-Européen que Vaclav Klaus* » a indiqué Jiri Pehe, politologue et directeur de la New York University de Prague.

Milos Zeman, nouveau président de la République tchèque

Milos Zeman, ancien Premier ministre social-démocrate (1998-2002), président d'honneur du Parti des droits des citoyens (SPO) qu'il a créé en 2010, a été élu le 26 janvier président de la République tchèque avec 54,8% des suffrages dans la première élection présidentielle organisée au suffrage universel direct dans le pays. Il a devancé le ministre des Affaires étrangères, Karel Schwarzenberg (Tradition, responsabilité, prospérité 09, TOP 09), qui a recueilli 45,19% des voix.

Résultats
2e tour

Milos Zeman a rassemblé les voix des sympathisants de gauche et bénéficié d'un fort soutien parmi les électeurs de province tandis que Karel Schwarzenberg s'est imposé à Prague et dans plusieurs grandes villes du pays (Brno, Plzen, Liberec, Ceske Budejovice, Hradec Kralove, Karlovy Vary et Zlin). L'ancien Premier ministre n'avait pourtant pas reçu l'appui du candidat officiel du plus grand parti de gauche, le Parti social-démocrate (CSSD), Jiri Dienstbier (16,12% des suffrages au 1er tour), qui avait refusé de donner une consigne de vote pour le 2e tour, qualifiant les deux candidats de « *fondamentalement de droite* » et accusant Milos Zeman de liens avec la mafia. Le leader du Parti social-démocrate, Bohuslav Sobotka, s'est néanmoins réjoui de la victoire de ce dernier. L'ancien Premier ministre

avait sollicité l'appui du Parti communiste de Bohême et Moravie (KSCM) entre les deux tours de scrutin et reçu le soutien du président sortant Vaclav Klaus qui avait expliqué qu'il souhaitait que le chef de l'Etat soit un citoyen ayant vécu toute sa vie sur le sol tchèque « *dans les bons et les mauvais moments* ». La famille de Karel Schwarzenberg a fui le régime communiste instauré dans l'ex-Tchécoslovaquie en 1948 ; le ministre des Affaires étrangères a donc vécu 41 années d'exil, notamment en Autriche, en Allemagne et en Suisse, avant de retrouver son pays.

Le taux de participation s'est élevé à 59,11%, soit - 2,2 points par rapport à celui enregistré lors du 1er tour. Les Tchèques de l'étranger se sont davantage mobilisés qu'il y a deux semaines.

Résultats de l'élection présidentielle des 11-12 et 25-26 janvier 2013 en Rép. tchèque

Participation : 61,31% (1er tour) et 59,11% (2e tour)

Candidats	Nombre de voix obtenues (1er tour)	Pourcentage des suffrages recueillis (1er tour)	Nombre de voix obtenues (2e tour)	Pourcentage des suffrages recueillis (2e tour)
Milos Zeman (Parti des droits des citoyens, SPO)	1 245 848	24,21	2 717 405	54,80
Karel Schwarzenberg (Tradition, responsabilité, prospérité 09, TOP 09)	1 204 195	23,40	2 241 171	45,20
Jan Fischer (indépendant)	841 437	16,35		
Jiri Dienstbier (Parti social-démocrate, CSSD)	829 297	16,12		
Vladimir Franz (indépendant)	351 916	6,84		
Zuzana Roithova (Union chrétienne-démocrate-Parti du peuple, KDU-CSL)	255 045	4,95		
Tatana Fischerova (indépendante soutenue par le Parti des Verts, CZ)	166 211	3,23		
Premysl Sobotka (ODS)	126 846	2,46		
Jana Bobosikova (Souveraineté, SBB)	123 171	2,39		

Source : <http://www.volby.cz/pls/prez2013/pe2?xjazyk=CZ>**Une campagne électorale agressive**

Karel Schwarzenberg a très vite concédé sa défaite mais il a aussi déploré le déroulement de la campagne électorale, accusant son adversaire de mensonges, notamment lorsque Milos Zeman a affirmé voir en lui un défenseur de la cause des 3 millions d'Allemands des Sudètes expulsés de la République tchèque après la Deuxième Guerre mondiale. « *L'écart de dix points est le produit de ce type de campagne, il est impossible de se défendre contre le dénigrement* » a déclaré Karel Schwarzenberg.

Les décrets Benes, du nom de leur signataire, l'ancien président tchécoslovaque Edvard Benes qui, de 1938 à 1945, a dirigé le gouvernement tchécoslovaque en exil (il démissionnera en 1948 à la suite du coup d'Etat communiste), ont fait irruption dans la campagne

électorale. Ces 4 documents - sur l'administration nationale des biens des Allemands, Hongrois et traîtres (19 mai), la punition des criminels nazis et collaborateurs (19 juin), la privation des Allemands et des Hongrois de la citoyenneté tchécoslovaque (2 août) et la confiscation des biens ennemis (25 octobre) - datent de 1945. Ils ont conduit à l'expulsion et à la dépossession de leurs biens environ 3 millions d'Allemands et 100 000 Hongrois vivant dans les Sudètes à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Si les décrets Benes n'ont plus aucune force juridique, ils continuent cependant de faire partie de la législation tchèque.

Au cours de l'un des deux débats télévisés qui l'ont opposé à Milos Zeman entre les deux tours, Karel Schwarzenberg a affirmé qu'une expulsion telle que celle des Allemands des Sudètes serait condamnée comme une violation grossière des droits de l'Homme et que le gouvernement de l'époque et le président

Benes seraient convoqués à La Haye (siège de la Cour internationale de justice). Le quotidien Blesk a publié une publicité, commandée par un ancien officier de la Sécurité d'État tchécoslovaque (StB), ancienne police politique communiste, qui accusait le ministre des Affaires étrangères d'être favorable aux Allemands des Sudètes. « *C'est un mensonge! Une saleté!* » s'est indigné Karel Schwarzenberg qui a nie vouloir envisager l'examen de demandes de restitution de biens saisis à cette époque.

Le Premier ministre Petr Necas (Parti démocrate-civique, ODS) a parlé de « *campagne hystérique qui a divisé la société* ». Cette polémique, destinée à mettre en doute le patriotisme de Karel Schwarzenberg, a sans doute moins pesé que ne le souhaitent ses incitateurs dans le résultat de l'élection, les électeurs tchèques étant préoccupés par d'autres sujets, notamment les questions socioéconomiques. Karel Schwarzenberg a ainsi certainement davantage pâti de sa participation au gouvernement de Petr Necas, très impopulaire en raison de sa politique d'austérité « *Cela ne m'a définitivement pas aidé* » a-t-il admis

L'élection de Milos Zeman marque la fin du règne eurosceptique de Vaclav Klaus. Le nouveau chef de l'Etat se qualifie d'« *eurofédéraliste* » ; il est favorable à un « *raffermissement des structures de l'Union européenne incluant une politique économique commune et une armée européenne* ». « *Milos Zeman sera un président de la République pro-européen. Il n'est certes pas un euro-enthousiaste sans réserve, mais son approche à l'égard de l'Union européenne sera sûrement beaucoup plus rationnelle que celle de Vaclav Klaus* » a indiqué Tomas Lebeda, politologue à l'université Charles de Prague. Le nouveau chef de l'Etat a indiqué qu'il hisserait le drapeau européen au Château de Prague, résidence des présidents tchèques, ce que son prédécesseur avait refusé de faire. Si Milos Zeman devrait rapprocher Prague de ses partenaires européens, le nouveau président pourrait également faire de même avec la Russie avec laquelle il entretient des relations étroites.

Cohabitation à la tête de l'Etat

La République tchèque a donc désormais un gouver-

nement de droite et un président de de gauche. Avant l'élection, il avait souligné le fait qu'un chef d'Etat élu au suffrage direct « *bénéficiait d'un mandat plus fort pour critiquer ce gouvernement impopulaire* ». Durant sa campagne électorale, il avait désapprouvé l'action du Premier ministre Petr Necas, notamment sa réforme des impôts et des retraites et la restitution des biens de l'Eglise confisqués par l'ancien régime communiste.

« *Un président de gauche doit être logiquement un opposant d'un gouvernement de droite* » a indiqué Milos Zeman dès l'annonce de sa victoire. De fait, il a immédiatement affirmé son souhait de voir organisées des élections anticipées. « *Comme le gouvernement n'est maintenu au pouvoir que grâce à un parti qui n'est pas issu des élections libres et qui est formé uniquement de transfuges, il serait souhaitable d'organiser des élections anticipées* » a-t-il souligné. Le gouvernement de Petr Necas rassemble le Parti démocrate-civique (ODS), les Libéraux-démocrates (LIDEM), issus de la scission du parti Affaires publiques (VV) qui faisait initialement partie de la coalition gouvernementale, et TOP 09. Le Premier ministre a perdu sa majorité à la Chambre basse et survécu à 5 motions de censure, dont la dernière le 17 janvier dernier.

« *La situation du gouvernement va se compliquer encore davantage. Ce sera comme un tir à la corde* » assure Tomas Lebeda, qui ajoute « *Milos Zeman est un joueur fort. Comme il a été élu au suffrage universel direct, il voudra imposer son autorité sur la scène politique* ». « *Je n'ai aucun doute que Milos Zeman respectera l'ordre constitutionnel* » a affirmé Petr Necas, faisant allusion aux pouvoirs restreints du chef de l'Etat tchèque. Ce dernier a cependant indiqué qu'il serait un « *visiteur régulier et bruyant* » des réunions du gouvernement.

Qui est le nouveau président de la République tchèque ?

Agé de 68 ans, Milos Zeman est économiste de formation. Il a adhéré au Parti communiste de Tchécoslovaquie (KSC) en 1968 avant d'en être exclu deux ans plus tard. En 1992, il devient membre du Parti social-démocrate dont il prend la tête l'année suivante.

Election présidentielle en République tchèque 11 et 12 janvier 2013

En 1996, il est désigné président de la Chambre des députés. Nommé Premier ministre en 1998, il signe un pacte appelé « accord pour la création d'un environnement politique stable en République tchèque » avec le Parti démocrate-civique (ODS) à l'époque conduit par Vaclav Klaus. Aux termes de cet accord, ce dernier parti s'engage à ne pas déposer de motion de censure contre le gouvernement social-démocrate de Milos Zeman pendant toute la durée de la législature. En contrepartie, l'ODS est consulté avant le vote de tout projet d'importance et obtient pour ses membres l'accès à des postes stratégiques dans différentes institutions (la présidence de la Chambre des députés reviendra ainsi à Vaclav Klaus).

En 2003, Milos Zeman est candidat pour la première fois à l'élection présidentielle. Il échoue. Vaclav

Klaus sera finalement élu à la tête de l'Etat. Il choisit alors de se mettre en retrait de la vie politique. Il revient toutefois sur le devant de la scène sept ans plus tard et fonde en 2010 le Parti des droits des citoyens (SPO) qui, avec 4,33% des voix, échoue cependant à entrer au parlement lors des élections législatives des 28 et 29 mai 2010 (un minimum de 5% des suffrages exprimés est obligatoire pour être représenté). Milos Zeman démissionne alors de la direction du parti dont il a été élu en novembre dernier président d'honneur.

Le nouveau chef de l'Etat prêtera serment le 8 mars au Château de Prague devant les membres des deux Chambres du parlement (les 200 membres de la Chambre des députés et les 81 membres du Sénat) dans la salle Venceslas. Il a annoncé que son premier déplacement l'étranger le conduirait en Slovaquie.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.